

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°23 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le conseiller en chef annonce les élections pour avril 2026 ;
- ❖ **Bhoutan** : Indicateurs macroéconomiques au mois d'avril 2025.
- ❖ **Inde** : L'inflation en Inde atteint son plus bas niveau depuis plus de six ans en mai 2025 ;
- ❖ **Maldives** : Forte hausse des recettes publiques ;
- ❖ **Népal** : Indicateurs macroéconomiques des dix premiers mois de l'exercice 2024/25 ;
- ❖ **Pakistan** : Présentation du projet de budget 2025-26 par le ministre des Finances
- ❖ **Sri Lanka** : Dynamisme des recettes fiscales au cours des 4 premiers mois de 2025

À RETENIR

2,8%

L'indice des prix à la consommation (IPC) lors du mois de mai en Inde – un plus bas depuis six ans

Bangladesh

Le conseiller en chef annonce les élections pour avril 2026

Le conseiller en chef a annoncé lors d'une allocution à la veille de la fête de l'Aïd que les élections législatives se tiendront finalement sur la première moitié d'avril 2026. Certains partis politiques continuent de s'y opposer pour demander des élections en décembre 2025.

La réforme de l'administration fiscale mise en pause après des manifestations

Dans le cadre de ses négociations avec certains bailleurs internationaux, les autorités avaient annoncé une réforme de son administration fiscale pour scinder le National Board of Revenue (NBR) en deux entités distinctes : (i) la Revenue Policy Division, chargée de l'élaboration des politiques fiscales, et (ii) la Revenue Management Division, responsable de leur mise en œuvre ainsi que de la collecte des impôts.

Après plusieurs jours de manifestations et de grèves de la part du personnel du NBR, le ministère des Finances a annoncé que des consultations seront lancées afin que le projet d'ordonnance soit revu d'ici le 31 juillet, en maintenant le statut des agents intacts.

Plusieurs manifestants maintiennent leur demande de démission du chairman du NBR.

La Banque centrale annonce vouloir fusionner plusieurs banques islamiques

La Banque centrale, Bangladesh Bank, prévoit de fusionner cinq banques islamiques en difficulté — Social Islami Bank, Global Islami Bank, First Security Islami Bank, Union Bank et EXIM Bank — dans le cadre d'un vaste plan de stabilisation du secteur bancaire. La procédure formelle de fusion débutera en juillet 2025 pour s'achever d'ici le 15 octobre. Un comité de pilotage, composé de représentants de la Banque centrale et du personnel qualifié des cinq établissements, supervisera le processus d'intégration. À compter du lancement de la fusion, les banques seront temporairement placées sous contrôle gouvernemental, leurs directeurs généraux actuels seront remplacés, et une nouvelle direction sera nommée, sous supervision directe de la Bangladesh Bank.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle Bank Resolution Ordinance 2025, une loi récemment promulguée qui renforce les pouvoirs de la Banque centrale pour restructurer les institutions financières en difficulté. Sur les six banques en cours de résolution, cinq font partie de ce processus de fusion. L'ICB Islamic Bank, à capitaux étrangers, en est finalement exclue. La Bangladesh Bank avait déjà engagé deux cabinets internationaux pour réaliser un examen de la qualité des actifs (AQR) de ces établissements, dont les résultats ont renforcé l'urgence de cette consolidation. L'objectif affiché est de restaurer la confiance des déposants, limiter les pratiques de gestion abusive et renforcer la discipline dans un secteur affaibli par les prêts non performants et le favoritisme.

Les autorités veulent créer un Debt Office, dans un contexte d'augmentation de la dette publique

Face à une dette publique en forte progression, le gouvernement du Bangladesh prévoit la création d'un Debt Office intégré au sein du ministère des Finances. D'après le nouveau

Medium-Term Macroeconomic Policy Statement (MTMPS) 2026–2028, la dette totale atteindra 28 940 Mds Tk (240 Mds USD) d’ici la fin de l’exercice 2027–28 (FY28), soit près de 38 % du PIB. Bien que le risque de surendettement soit encore jugé faible selon les critères du FMI et de la Banque mondiale, le rapport souligne une vulnérabilité croissante liée à la dette extérieure, en particulier à la hausse des remboursements de capital et des intérêts par rapport aux recettes d’exportation. L’initiative d’un bureau de la dette vise à centraliser la gestion, améliorer la transparence et renforcer la capacité d’anticipation face aux chocs économiques.

La charge de la dette – tant intérieure qu’extérieure – augmente à un rythme important. Les dépenses d’intérêt devraient passer de 1210 Mds Tk en FY25 à 1520 Mds Tk en FY28, ce qui pèse fortement sur le budget. Dans un contexte de recettes fiscales faibles, la charge de la dette devrait atteindre 23% des dépenses du budget en 2025-26. Le MTMPS insiste sur la nécessité de réformes fiscales, d’une meilleure mobilisation des recettes, et d’une diversification des exportations pour contenir les risques.

Bhoutan

Indicateurs macroéconomiques au mois d’avril 2025

En avril 2025, les réserves internationales se sont établies à 855,1 M USD, soit près de 10 mois d’importations, en recul de 31,8 M USD par rapport à mars. La composition reste dominée par les avoirs en devises (95,1%), tandis que les DTS et la position de tranche de réserve au FMI représentent respectivement 4,1% et 0,8%.

Au T3 de l’exercice 2024/25 (juillet–mars), l’encours de dette atteignait 3,4 Mds USD. Près de 68,4% de cette dette est libellée en roupies indiennes. Le ratio dette/PIB ressort à 97,9 %

En avril 2025, les envois de fonds des Bhoutanais résidant à l’étranger ont totalisé 77 M USD, dont 50,1 M USD en provenance d’Australie, 6,7 M USD des États-Unis et 5,8 M USD du Koweït. Au cours de la même période, les exportations d’hydroélectricité ont généré 8 M USD, tandis que les ventes domestiques se sont élevées à 29,3 M USD. Simultanément, le Bhoutan a importé pour 7,5 M USD, soulignant son recours ponctuel aux importations pour équilibrer l’offre intérieure.

Inde

L’inflation en Inde atteint son plus bas niveau depuis plus de six ans en mai 2025

En mai 2025, l’inflation en Inde a atteint son niveau le plus bas depuis 75 mois, avec un indice des prix à la consommation (CPI) à 2,8 %, contre 3,2 % en avril. Cette modération est principalement due au ralentissement de l’inflation alimentaire, qui s’établit à 1,5 % en g.a., après 2,1 % en avril. Sur l’ensemble de la catégorie alimentation et boissons, seulement 15% des produits connaissent une inflation supérieure à 6 %. Les prix des légumes et des fruits ont toutefois connu une hausse mensuelle notable début juin, respectivement de 12,1 % et 15,7 %, alors que les prix des céréales et légumineuses restent stables. Les prix des huiles alimentaires devraient baisser grâce à la réduction des droits de douane de 20 % à 10 %. Pour juin 2025, l’estimation préliminaire de la CPI s’élève à 2,2 %.

Concernant l’inflation sous-jacente (core inflation), elle progresse légèrement, passant de 4,2% en avril à 4,3 % en mai, principalement imputable à la hausse des prix de l’or.

Plus globalement, la ventilation sectorielle de l'inflation en mai 2025 fait état d'une inflation alimentaire à 1,5 %, du tabac à 2,4 %, d'habillement et chaussures à 2,7 %, du logement à 3,2 %, du carburant à 2,8 % et une inflation diverse à 5,1 %.

Pour l'exercice budgétaire 2025-26, l'inflation CPI est estimée à 3 %, soit nettement en dessous de la prévision de la RBI à quelque 3,7 %. Pour rappel, la croissance du PIB est attendue entre 6,3-6,8% pour l'exercice 2025-26, contre une estimation de 6,5 % par la RBI. Les prix des légumes et des fruits ont toutefois connu une hausse mensuelle notable début juin, respectivement de 12,1 % et 15,7 %, alors que les céréales et légumineuses restent stables.

Il est important de prendre en compte que le déficit cumulé des précipitations atteint 34 % sur les deux premières semaines de juin, mais que l'India Meteorological Department (IMD) prévoit une mousson supérieure à la normale (+6 % de surplus cumulé de juin à septembre), ce qui pourrait engendrer un impact sur les récoltes agricoles et ainsi le rythme d'inflation alimentaire lors des prochains mois. Enfin, les prix des huiles alimentaires devraient baisser grâce à la réduction des droits de douane de 20 % à 10 %.

Pour juin 2025, l'estimation préliminaire du CPI est de 2,2 %, la transmission de l'assouplissement de la politique monétaire, et son entrainement sur l'économie réelle, devrait être renforcée par la récente baisse du taux directeur de 50 points de base, qui s'élève désormais à 5,5%, conjointement à l'annonce de la réduction progressive du CRR (Cash Reserve Ratio) de 1 %. Ces mesures devraient permettre l'injection de 30 Mds USD de liquidité dans le système bancaire.

La consommation privée en légère décélération au T4 2024-25

La croissance de la consommation privée en Inde ralentit légèrement au quatrième trimestre de l'exercice budgétaire 2024-25, avec une progression de 5,9 % contre 6,2 % l'an dernier sur la même période.

Cette décélération s'explique en partie par la contraction de la consommation publique (-1,8 %), alors que cette dernière avait bondi de 6,6 % sur la même période un an plus tôt.

L'évolution de la mousson, dont le démarrage a été précoce, mais qui connaît un ralentissement depuis fin mai, sera déterminante pour la dynamique de la consommation rurale et, plus largement, pour l'élan économique des prochains mois.

Selon le rapport de la Bank of Baroda, les indicateurs conjoncturels livrent un tableau mitigé : si les importations hors pétrole et or progressent, témoignant d'une certaine vigueur dans les achats de biens intermédiaires et d'équipements, d'autres secteurs clés comme l'automobile, l'acier et l'électricité affichent une croissance plus modérée.

Les finances publiques sous contrôle, malgré un ralentissement des recettes fiscales

Le gouvernement central a atteint son objectif de déficit budgétaire, qui s'établit à 4,8 % du PIB pour l'exercice 2024-25 tandis que pour l'exercice en cours, l'exécutif vise à réduire ce ratio à 4,4 %.

Toutefois, les dépenses publiques totales sont restées en deçà des prévisions, avec une dépense de 420 Mds USD, légèrement inférieure à l'estimation révisée de 430 Mds USD.

À noter que les recettes fiscales directes progressent lentement en avril 2025 à un rythme de 12,9 %, contre 34,1 % l'année dernière à la même période. Quant à la croissance des recettes fiscales indirectes, ces dernières restent modérées à un rythme de 4,3 %, contre 6,3 % l'an dernier.

Exportations de biens et services indiennes : cap sur 900 Mds USD de recettes

Le ministre du Commerce indien, Piyush Goyal, a annoncé que le montant des exportations indiennes de biens et services devrait dépasser la barre des 900 Mds USD au cours de l'exercice budgétaire 2025-26.

Lors de l'exercice 2024-25 qui vient de s'achever, l'Inde avait déjà atteint un niveau record avec un montant de recettes de 825 Mds USD d'exportations contre 778 Mds USD en 2023-24, soit une progression de près de 6 %.

Malgré un contexte commercial international marqué par de fortes incertitudes la dynamique des exportations indiennes demeure soutenue par la diversification des marchés, la montée en gamme des produits exportés et la multiplication de signatures d'accords de libre-échange, comme l'accord récemment signé entre l'Inde et le Royaume-Uni.

La Fédération des exportateurs (FIEO) anticipe même que le seuil de 1 000 Mds USD pourrait être franchi dès cette année, ce qui signifierait une progression de plus de 21 %. Cette ambition s'appuie notamment sur la résilience des secteurs de l'électronique, de la pharmacie, de l'agroalimentaire et du textile.

État des lieux des négociations du projet d'accord de libre-échange Inde-Union Européenne

Le 12 mai dernier, le 11^e tour des négociations du projet d'accord de libre-échange (ALE) entre l'Inde et l'Union européenne s'est tenu à New Delhi. Le ministre indien du Commerce, Piyush Goyal, s'est déclaré optimiste, estimant que la conclusion de l'accord se rapprochait et pourrait intervenir d'ici fin 2025.

Les négociations du pacte commercial Inde-UE couvrent 23 chapitres, dont le commerce des marchandises, le commerce des services, l'investissement, les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, les douanes et la facilitation des échanges, la concurrence, la défense commerciale, les marchés publics, le règlement des différends, les droits de propriété intellectuelle, les indications géographiques et le développement durable.

Au sein de ces pourparlers, cinq chapitres ont été finalisés lors de ce 11^{ème} tour des négociations, notamment ceux sur la propriété intellectuelle. Par ailleurs, les discussions ont également porté sur la proposition européenne visant à simplifier la certification dans le cadre des Quality Control Orders indiens, qui concernent 82 produits européens.

Pour rappel, en 2023-24, le commerce bilatéral de marchandises entre l'Inde et l'UE a atteint un montant de 136,4 Mds USD, dont 75,75 Mds USD d'exportations indiennes vers le marché européen et 60,65 Mds USD d'importations en provenance de l'UE. Ainsi, ces volumes dépassent ceux des échanges commerciaux avec les Etats-Unis qui s'élèvent à quelque 120 Mds USD, faisant ainsi l'Union européenne le premier partenaire commercial de l'Inde. À noter que les exportations vers l'UE représentent à elles seules 17 % des exportations totales indiennes.

Des progrès notables ont aussi été réalisés sur le chapitre du commerce numérique, intégrant des thématiques telles que l'e-facturation, l'e-authentification, les contrats électroniques, la lutte contre le spam, les identités numériques et les données publiques.

Le 12^{ème} tour des négociations et prochaine session de négociations est programmée à Bruxelles en juillet prochain.

Maldives

Forte hausse des recettes publiques

Les recettes publiques maldiviennes ont atteint 2,58 Mds USD au cours des quatre premiers mois de l'année 2025, selon les données publiées par l'Autorité monétaire des Maldives (MMA), soit 16,5% de plus qu'au cours de la période correspondante de 2024. La collecte a été particulièrement soutenue pour la taxe sur les produits et services touristiques et les droits de douane.

Népal

Indicateurs macroéconomiques des dix premiers mois de l'exercice 2024/25

À la mi-mai 2025, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 2,77% en glissement annuel, contre 3,39% le mois précédent et 4,4% un an plus tôt. Ce recul s'explique essentiellement par la forte décélération des prix alimentaires, dont l'inflation est tombée à 1,5%, après avoir atteint 6,41% à la même période de l'année précédente.

Sur le plan extérieur, les exportations de biens ont enregistré une forte expansion sur les dix premiers mois de l'exercice 2024-25, progressant de 72,7% en g.a. pour atteindre 1,6 Md USD, contrastant avec une contraction de 3,6% observée un an auparavant. Cette performance est tirée par une augmentation marquée des exportations à destination de l'Inde (+104,7%), tandis que celles vers la Chine et le reste du monde ont progressé de 5,1% et 4,2% respectivement. Les importations de marchandises ont, pour leur part, augmenté de 13,1%, atteignant 10,8 Mds USD, après une baisse de 2,4% au cours de la période comparable de l'exercice précédent.

Par ventilation d'origine, les importations en provenance de l'Inde ont crû de 7,9%, celles en provenance de Chine de 15,1%, et celles en provenance du reste du monde de 28,3%. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé de 6,7% pour atteindre 9,2 Mds USD, après une contraction de 2,3% sur la même période de l'exercice précédent.

Les transferts de fonds en provenance de la diaspora ont atteint 9,7 Mds USD sur les dix premiers mois de l'exercice 2024/25, en hausse de 10,5% en glissement annuel. Parallèlement, les réserves de change ont progressé de 20,5%, pour s'établir à 18,4 Mds USD à la mi-mai 2025.

Pakistan

Publication du rapport annuel du ministère des Finances, « Pakistan Economic Survey 2024-25 »

Le ministère des Finances a publié le 9 juin son rapport économique annuel « [Pakistan Economic Survey 2024-2025](#) », qui dresse le bilan de l'année budgétaire écoulée et précède traditionnellement la présentation du budget par le ministre des Finances (pour mémoire, l'année budgétaire au Pakistan couvre la période du 1^{er} juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante).

En 2024-25, l'économie pakistanaise enregistre une croissance de son PIB de 2,7%, inférieure à l'objectif de 3,6% fixé dans le budget, une croissance qualifiée de « progression lente mais durable » selon le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb dont l'objectif assumé était de stabiliser l'économie face aux cycles expansion-récession qui ont caractérisé la période récente.

La sectorisation montre une croissance modeste dans l'agriculture (+0,56 %) due à une baisse de la production des principales récoltes en raison d'épisodes de sécheresse : blé (-8,9 %), coton (-30,7%), sucre (-3,9 %) et maïs (-1,4%). L'industrie, quant à elle, a progressé de +4,77 %, cependant la grande industrie manufacturière a reculé de 1,5 %, affectée par la faiblesse de la demande intérieure, le coût élevé de l'énergie et des contraintes d'approvisionnement. Le secteur des services a affiché une croissance de +2,91 %, tiré par l'administration publique, l'éducation et les services financiers, là où le commerce, le transport et les assurances ont stagné.

L'inflation s'est élevée à 4,6-4,7 %, contre environ 26-29 % l'année précédente, atteignant un minimum historique sur plus de six décennies. Le taux directeur de la Banque centrale a été fortement abaissé de 22 % à 11 %, permettant une relance graduelle. L'excédent primaire a été porté à 3 % du PIB de juillet à mars, contre 1,5 % l'année précédente. Par ailleurs, des indicateurs comme les réserves de change (9,4 Mds USD à fin juin 2024), la réduction de la dette publique (de 68 % à 65 % du PIB), et un excédent de la balance courante de 1,9 Md USD (contre un déficit de 1,3 Md USD en 2023-24), témoignent d'une amélioration sensible de la situation macroéconomique.

Présentation du projet de budget 2025-26 par le ministre des Finances

Le ministre des Finances Muhammad Aurangzeb a présenté le 10 juin le projet de budget pour l'exercice 2025-2026, dans un contexte marqué par les récentes tensions avec l'Inde, la menace des « tarifs réciproques » de la nouvelle administration américaine et les contraintes imposées par les services du FMI dans le cadre du programme en cours (facilité élargie de crédit de 7 Mds USD).

Le budget est construit sur une prévision de croissance du PIB de 4,2% (contre 2,7% en 2024-25) et une inflation moyenne de 7,5%. Le déficit budgétaire est limité à 3,9% du PIB avec un excédent primaire de 2,4%.

Le budget fédéral 2025-26 prévoit des recettes brutes à hauteur de 68 Mds USD, dont 30 Mds USD seront transférés aux provinces via le NFC (National Finance Commission Award), et 38 Mds reviendra au gouvernement fédéral. Le Federal Board of Revenue (FBR) devrait collecter 50 Mds USD de recettes fiscales, tandis que les recettes non-fiscales sont estimées à 18 Mds USD.

Le projet de budget introduit de nouvelles mesures fiscales : une taxe carbone de Rs 2,5/litre sur l'essence, le diesel et le fioul, la suppression progressive des exemptions sur les machines industrielles dans les ex-FATA/PATA sur quatre ans, ainsi qu'une hausse des taux d'imposition sur les revenus d'intérêts bancaires (de 15 % à 20 %), sur les dividendes (25 %) et sur les dividendes de fonds communs (15 %). Les taxes sur les panneaux solaires (18 %) et les petits véhicules (moins de 850 cc) ont été augmentées, tandis que la FED de 7 % sur l'immobilier et l'acompte fiscal y afférent ont été supprimés. Du côté de l'impôt sur le revenu, les taux d'imposition ont été réduits sur plusieurs tranches de revenus, bien que le seuil d'exonération demeure à 600 000 PKR par an.

En matière de dépenses, le budget s'élève à 62 Mds USD dont une enveloppe de 57 Mds USD afférente aux dépenses courantes, soit une légère baisse par rapport à l'exercice précédent. Le service de la dette, qui constitue le premier poste de dépense budgétaire, représente 30 Mds USD en baisse 8 % par rapport à l'an dernier. Les subventions, principalement dans le secteur

énergétique, ont été réduites de 4,9 Mds USD à 4,2 Mds USD conformément aux exigences du FMI. Parmi les autres postes majeurs, on note la forte augmentation du budget de la défense : environ 9,06 Mds USD (+20%) ; 3,72 Md USD alloués aux pensions ; 3,54 Mds USD au PSDP (développement public) ; 140 M USD à la Commission de l'enseignement supérieur (HEC) ; et 17 M USD à la science et à la technologie.

Forte progression des transferts de migrants en mai

Les transferts de migrants ont atteint 34,9 Mds USD entre juillet 2024 et mai 2025, soit une progression annuelle marquée de 28,8%. En mai, leur niveau a atteint 3,7 Mds USD, en hausse de près de 14% en glissement annuel, ce qui illustre la confiance persistante des travailleurs expatriés dans les canaux bancaires formels.

Les principaux pays d'origine de ces envois sont l'Arabie saoudite (913,9 M USD), les Émirats arabes unis (754,2 M USD), le Royaume-Uni (588,1 M USD) et les États-Unis, avec une croissance notable des transferts depuis les Émirats (+45,7%), et une diversification en provenance de nouveaux pays d'origine comme l'Afrique du Sud (+74%), l'Irlande (+53,1%) et la Malaisie (+40,4%).

Cette augmentation est attribuée à des facteurs tels que les réformes de la State Bank Pakistan, une meilleure documentation, le recours aux plateformes numériques (Roshan Digital Account, SBP EasyData), la stabilité du taux de change et un environnement économique favorable dans les pays d'accueil.

Malgré ces résultats positifs, des préoccupations subsistent: forte dépendance envers quelques pays fournisseurs (61% des flux), coûts de transfert élevés (5-7%), volatilité saisonnière, dépendance des travailleurs à bas revenus particulièrement vulnérables aux évolutions des marchés du travail à l'étranger via d'éventuelles réformes, de l'automatisation ou des conditions économiques locales.

Sri Lanka

Dynamisme des recettes fiscales au cours des quatre premiers mois de l'année 2025

Les recettes fiscales du Sri Lanka ont augmenté de 20,7% en g.a. fin avril pour atteindre 4,5 Mds USD, tandis que les dépenses courantes augmentaient de 13% pour atteindre 5,4 Mds USD, imputable à la hausse des salaires des employés du secteur public.

Dans le même temps, les dépenses d'investissement ont chuté de 29% à 378 M USD, attribué à la prudence des fonctionnaires dans un contexte marqué par la lutte contre la corruption.

Montée en puissance de la National Credit Guarantee Institution Limited (NCGIL)

Le NCGIL, institution financière au statut de société en partenariat entre le gouvernement du Sri Lanka, a bénéficié du soutien de la Banque asiatique de développement (BAsD), et de treize institutions financières dans le lancement de ses activités en mai dernier. Elle vise à soutenir le secteur des Micro, petites et moyennes entreprises et a déjà délivré plus de 115 garanties pour un montant équivalent à 1,75 M USD en devise locale.

Les avoirs extérieurs nets des banques sri-lankaises poursuivent leur reprise

Les avoirs nets extérieurs atteignaient 1,74 Md USD fin mars 2025, en hausse en comparaison du montant de 1,61 Md USD enregistré fin février, alors que les banques continuent de renforcer leurs positions en devises étrangères à l'étranger via l'accumulation de devises étrangères et une réduction de l'endettement externe des banques. Par ailleurs, à noter que les avoirs nets extérieurs présentaient un solde négatif de 4 Mds USD en 2021, une situation préoccupante d'endettement vis-à-vis de l'étranger.

Après la crise financière de 2022, marquée par le défaut de la dette souveraine du Sri Lanka, les banques sri lankaises ont dû rembourser les lignes de crédit étrangères arrivant à échéance à partir des dépôts des nouveaux clients, les créanciers étrangers refusant de reconduire les lignes de crédit.

À la suite de la demande de la Banque centrale de constituer des provisions pour les obligations souveraines du Sri Lanka, les banques ont commencé à acheter des dollars sur le marché intérieur, tout en réduisant leur dépendance aux financements étrangers.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr